

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 82 (1994)

Heft: 7

Artikel: Des femmes pour la paix

Autor: Ballin, Luisa / Klein, Sylviane

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-286926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

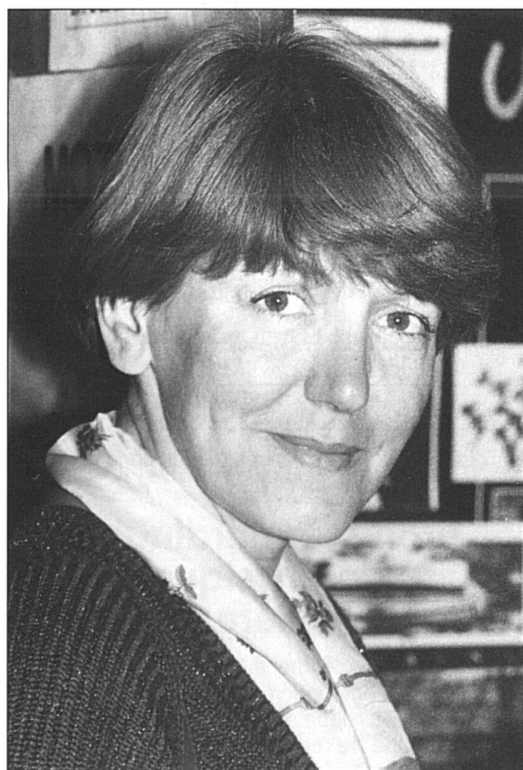
Des femmes pour la paix

Opposante à Belgrade

Sonja Biserko est une opposante au régime du président serbe Milosevic. Elle a créé à Belgrade le Centre pour une action contre la guerre.

Le défi de Sonja Biserko ne manque pas de courage. Elle tente de s'opposer au régime du président serbe Slobodan Milosevic, sans faire partie de ce que les Occidentaux considèrent comme l'opposition, emmenée par Vuk et Danuta Draskovic. Mais en créant le Centre pour une action contre la guerre (Center for antiwar action) à Belgrade.

Fille d'un Serbe de la Krajina et d'une Croate de Dalmatie, Sonja Biserko, (qui a



Sonja Biserko: l'Europe et l'ONU doivent aider les démocrates.

(Photo: H. Salgado)

quitté le ministère des affaires étrangères en 1991, ndr), ne se considère pas membre de l'opposition, «dans le sens politique du terme». «Je m'oppose au régime de Milosevic en tentant simplement, avec quelques autres, de faire entendre la voix de la raison. Avant la guerre, je me sentais yougoslave. Aujourd'hui je refuse d'être définie comme serbe ou croate. Je peux aussi l'être, mais je ne suis pas ce cela. Je me considère avant tout une citoyenne».

Le projet de Sonja Biserko est simple: mettre sur pied un groupe de pression pour la vigilance des droits de la personne et

pour que le tribunal international sur le crime de guerre, voulu par les Nations Unies, commence enfin à être opérationnel. Selon Sonja Biserko, ce tribunal est essentiel pour que la société ait une chance de s'en sortir, de recommencer sur une base de respect de la justice. Elle espère également convaincre les tribunaux nationaux à travailler dans ce sens. Le centre, qui compte une soixantaine d'adhérents, collabore également avec des organisations non gouvernementales, actives dans le domaine des droits de l'homme, telles que le Groupe d'Helsinki. Ainsi qu'avec des groupements de femmes. Il a déjà organisé des réunions à Freiburg, San Remo et Bruxelles, et possède également des comités à Zagreb, Sarajevo et Potgorica (Montenegro). Des intellectuels tels que Bogdan Bogdanovic et

Serdja Popovic le soutiennent également. Le Centre ne se considère pas comme une structure d'opposition politique. Son ambition est de devenir un lobby de citoyens, pour œuvrer non pas seulement en faveur de la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, mais en aidant à favoriser la démocratisation de la Serbie. Car la Serbie, isolée, qui est un Etat militaire, risque d'imploser de l'intérieur. Sonja n'est pas tendre avec la communauté internationale: «Elle n'a rien fait pour aider la Yougoslavie à ne pas éclater. Elle a parié sur les nationalistes dans toutes les nouvelles républiques. Et surtout Milosevic, en oubliant qu'il réprime son propre peuple. Son idée de Grande Serbie n'a pas de futur. Pas plus que le plan de partage de la Bosnie-Herzégovine, basé sur des pourcentages territoriaux qui ne sont pas viables. Une grande partie de la population appartenant à la classe moyenne se sent frustrée. Beaucoup de cerveaux sont partis».

Sonja Biserko affirme sans contours que l'Europe et l'ONU ont choisi l'option erronée en ex-Yougoslavie, mais il n'est jamais trop tard: «Nous nous sentons les otages de la propagande domestique et des erreurs de la communauté internationale». En fait, la tragédie de l'ex-Yougoslavie a démontré les limites des systèmes démocratiques européens. Que peut faire la communauté internationale? Soutenir tous ceux qui défendent les valeurs démocratiques. Ils existent en Serbie aussi, même si pour l'instant, personne, en Europe ou à l'ONU, ne semble vouloir les entendre ou les aider à devenir enfin une vraie force d'opposition. «La paix dans les Balkans ne peut passer que par la démocratisation de l'ex-Yougoslavie», conclut Sonja Biserko.

Luisa Ballin

Artisanes de paix

Réunies à Caux, au-dessus de Montreux, 500 femmes, venues du monde entier partagent leurs préoccupations de paix.

«L'un des plus grands obstacles dans mon travail, c'est l'apathie; une génération entière a grandi dans un climat de violence et le considère pratiquement comme normal. On désigne les coupables: les terroristes, les politiciens... Et si nous faisons quelque chose?» La femme qui s'exprime ainsi vient d'Irlande du Nord. Protestante de Belfast, mariée à un catholique, elle est coordinatrice d'une association de femmes pour la paix à Belfast et fondatrice d'une école non confessionnelle. Elle fait partie des quelque cinq cents participantes du monde entier venues partager leurs expériences à Caux dans la première quinzaine du mois d'août. La rencontre internationale du Réarmement moral avait pour thème cette année «Artisans de la paix – une initiative de femmes».

Un message de Mère Teresa, de Calcutta, ouvrait la session qui a vu s'exprimer de nombreuses femmes de tous les continents actives à promouvoir la paix dans leur pays. Ainsi cette femme, cofondatrice israélienne des «Femmes en noir» qui raconte son travail pour réconcilier les différentes communautés en Israël. Son dernier combat? Rapprocher les modérés et les extrémistes au sein même de la communauté juive. «Trois rencontres ont pu avoir lieu, la plus délicate s'étant tenue juste après la tuerie d'Hébron, le 28 février, au tombeau des Patriarches. Un dialogue vrai s'est installé, malgré les événements».

Quant à Nurta Hagi Hassan, épouse du président actuellement en place en Somalie, elle est venue témoigner à Caux: «Le monde oublie qu'en Somalie, 50 à 70 personnes meurent chaque jour. Les tentatives d'accords n'ont mené à rien. Le pays n'a plus de pouvoir, plus d'armée, plus de police, plus d'instances de justice», raconte cette avocate d'avant la guerre qui a déchiré son pays. Un espoir pourtant: des femmes somaliennes, divisées pourtant par leur appartenance à différents clans, viennent de créer une association féminine pour la paix: «des femmes susceptibles de parler à leur époux, à leurs frères, à leurs fils...»

Un groupe de femmes avait manifesté le désir de rencontrer des représentantes d'associations féminines. Elle ont pu ainsi visiter la Maison de la Femme à Lausanne, sous la houlette de la présidente du CLAF vaudois, M^{me} Françoise de Coulon. L'occasion d'un échange intéressant sur le rôle des femmes dans les pays du tiers monde et en Europe.

La session s'est terminée par la rédaction d'une charte qui soulève la nécessité de se

mettre à l'écoute de l'autre et de respecter la diversité des cultures, des religions et des ethnies.

Le Réarmement moral a été fondé en 1938 en Angleterre par le pasteur luthérien Frank Buchman. Alors que le monde occidental ne pense qu'en termes de réarmement militaire, cet homme de foi, doué d'une forte personnalité, est saisi un jour d'une idée-choc: démontrer la force d'un réarmement moral et spirituel. Ce nom est resté. Mouvement apolitique, imprégné d'esprit œcuménique, le Réarmement moral se veut sans attache structurelle avec une religion quelconque. Il fait partie des organismes non-gouvernementaux affiliés à l'ONU. Plusieurs de ses membres sont actifs dans diverses régions en crise.

En 1946, des citoyens suisses achètent à Caux un ancien hôtel de luxe. Ils en font un centre mondial de rassemblement pour une meilleure compréhension entre les individus et les peuples. Chaque été, des sessions rassemblent des centaines de personnes de tous les coins de la planète. C'est l'occasion de créer à travers le monde des réseaux de contact intéressants.

Sylviane Klein

Un prix pour la paix

20 000 francs ont été décernés à une jeune Zurichoise pour ses recherches sur la paix.

Stella Jegher se définit comme une professionnelle du féminisme antimilitariste.

C'est cette prospection personnelle qui lui a valu, en juin dernier, le Prix de la recherche féminine pour la paix attribué par la «Campagne pour la paix». Une récompense qu'elle a bien failli refuser, par modestie. Décerné pour la première fois à l'occasion du dixième anniversaire du mouvement, ce prix, d'une valeur de Fr. 20 000.-, permet à sa bénéficiaire de poursuivre ses études dans ce domaine. Née en 1960 à Zurich, traductrice, Stella Jegher travaille actuellement à l'Office des femmes du service chrétien pour la paix de Zurich. Jeune, oui, mais pas novice. Elle a participé à la rédaction d'une brochure sur le pouvoir des femmes dans la construction de la paix*; elle a établi des contacts, en pleine guerre froide, avec les pays de l'Est; elle a appris le russe et partagé le quotidien de ce peuple derrière le rideau de fer; elle organise, depuis le début des hostilités en Ex-Yougoslavie, des actions de secours...

Première concrétisation du prix, un séjour de trois semaines en Italie durant l'automne. A la clé, un cours sur l'influence des femmes dans la résolution des conflits. Un projet ensuite, préparer la Conférence internationale des femmes qui se déroulera à Pékin en 1995. Il devrait aboutir à une plate-forme d'actions concrètes: comment influencer la politique de paix? comment faire passer un message féminin de paix, voire féministe? analyse de la participation des femmes et des postes qu'elles occupent dans les processus de recherche pour la paix, etc.

La «Campagne pour la paix» est née en 1983. A la fin d'une session des Femmes protestantes, quelques participantes se de-

mandent comment contribuer concrètement à construire la paix. Avec les Femmes pour la paix, elles décident d'exercer une pression pour la création d'un office national de recherche pour la paix, en versant un impôt fédéral supplémentaire. Ce qu'elles font en majorant leur contribution sur un chèque non réglementaire. Le Président de la Confédération est averti. Perturbation de la machine et retour à l'expéditeur avec félicitations ou mauvaise humeur selon les cas. Ainsi naît le Fonds pour la paix. Destiné à soutenir des projets de recherche, il a permis notamment l'étude des rapports existants entre les mouvements pacifistes et la démocratie directe en Suisse, l'établissement d'inventaires critiques dans ce domaine, une enquête sur l'exportation d'armes en Suisse, etc.

Depuis 1989, la Ligue suisse des femmes catholiques s'est jointe au mouvement.

La recherche pour la paix est une action à long terme. Le rêve de Stella Jegher: créer un lobby de femmes pour exercer une véritable pression sur les politiciens. L'inertie, le découragement, la démobilisation sont des obstacles à une politique de paix plus active. «*Cette recherche féminine n'entraîne pas de grande reconnaissance publique, reconnaît Stella Jegher. Au contraire, elle provoque plutôt de la méfiance et de l'incompréhension. Il importe donc que les femmes elles-mêmes reconnaissent la valeur de leurs activités. C'est ce que fait la Campagne pour la paix par l'attribution de son prix.*»

Sylviane Klein

*Friedliche Frauen, mächtige Frauen?

Femmes
S U I S S E S

ABONNEZ-VOUS!

Fr. 55.-*

POUR LE RECEVOIR CHEZ VOUS 1 année

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

N° postal et lieu: _____

J'ai eu ce journal:

par une connaissance au kiosque

*(AVS Fr. 48.-. Abonnement de soutien: Fr. 70.- ou plus - étranger Fr. 60.-)

A renvoyer à: **Femmes Suisses**
Case postale 1345
1227 Carouge

UNIVERSITE
DE
LAUSANNE


La Faculté des sciences met au concours un poste de

**professeur ordinaire
de physique
de la matière vivante**

Le titulaire sera un physicien expérimentateur spécialisé en physique de la matière vivante, orientation qui n'est pas encore représentée à la Section de physique. Il aura la charge de mettre sur pied un nouveau groupe de recherche. Il devra également être prêt à instaurer des collaborations avec des domaines proches, notamment en Section de biologie, en Faculté de médecine, à l'Institut suisse de recherche sur le cancer et au département de physique de l'EPFL, ainsi que dans les Hautes Ecoles voisines. Il participera à l'enseignement de physique générale pour étudiants en sciences et à un cours à option en physique de la matière vivante.

Candidatures (C.V., liste de publications, tiré à part des trois publications les plus significatives, projets de recherche et trois références) doivent parvenir **avant le 15 octobre 1994** au Doyen de la Faculté des sciences, Collège propédeutique, CH-1015 Lausanne. Renseignements complémentaires: prof. W.-D. Schneider, tél. 41 21 692 36 61 ou 692 36 60, E-mail WSCHNEI@IPE. UNIL.CH. Rens. administratifs: Doyen de la Faculté des sciences tél. 41 21 692 35 01 fax 41 21 692 35 05.

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.